

Opération Aurora

Image not found or type unknown



Par Guillermo Alvarado

Le président élu des États-Unis, Donald Trump, prépare toute son artillerie politique et juridique pour mener à bien son programme d'expulsions massives de migrants en situation irrégulière ou en voie de légalisation dans la puissance nordiste, l'une des bases de sa campagne pour la Maison Blanche.

Connu sous le nom d'opération Aurora, le projet du magnat controversé prévoit l'expulsion d'au moins un million de personnes par an, ce qui impliquerait la réactivation d'une réglementation émise en 1798, il y a

plus de 200 ans, appelée Alien Enemies Act (loi sur les ennemis étrangers).

Cette loi permet au président américain d'expulser tout citoyen non américain de plus de 14 ans d'un pays avec lequel les États-Unis sont en guerre.

La puissance nordique, bien qu'impliquée dans plusieurs conflits armés à travers le monde, comme au Moyen-Orient et en Europe de l'Est, n'est légalement engagée dans une confrontation militaire avec aucune nation à l'heure actuelle, ce qui n'empêche pas Trump d'utiliser cet instrument séculaire.

Ce n'est bien sûr pas la seule alternative sur laquelle il compte, car au cours de sa campagne, il a progressivement précisé la manière dont il mettrait en œuvre ses intentions néfastes.

Il envisage, par exemple, de révoquer le statut de protection temporaire qui permet aux ressortissants de plusieurs pays de vivre et de travailler aux États-Unis lorsque leur pays est confronté à des situations extrêmes, telles que des conflits armés, des catastrophes naturelles répétées ou des violations généralisées des droits de l'homme.

Un autre projet consiste à supprimer la libération conditionnelle dite humanitaire et à exiger des tribunaux qu'ils appliquent la peine de mort aux étrangers qui commettent des meurtres contre des citoyens ou des autorités américaines.

Sindy Benavides, du Latino Victory Project, a averti que M. Trump s'apprêtait à mettre en œuvre un énorme retour en arrière en termes de droits civils, qui aura des conséquences fâcheuses pour les personnes en situation de vulnérabilité.

Le programme anti-immigration du président élu comprend l'achèvement du mur controversé à la frontière avec le Mexique et l'imposition de sanctions à ce pays s'il ne sévit pas contre ceux qui utilisent son territoire pour tenter d'entrer aux États-Unis.

Un problème grave est qu'à l'heure actuelle, Donald Trump a déjà le Sénat du Congrès entre ses mains et s'apprête à dominer la Chambre des représentants, de sorte qu'il aura la voie libre pour mettre en œuvre son programme néfaste, qui aura de graves répercussions sur les pays de la région où de nombreuses personnes survivent grâce aux envois de fonds des migrants.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/369667-operation-aurora>



Radio Habana Cuba